

Une croissance économique durable, dominée par le secteur privé, est indispensable à une amélioration de la qualité de vie. La croissance donne aux pouvoirs publics les moyens d'assurer l'éducation, les soins médicaux et autres services sociaux nécessaires à l'épanouissement d'une société.

La discipline économique demeurera l'une des conditions essentielles d'une aide au développement ou d'un allègement de la dette, et les pays donateurs se consulteront sur la meilleure façon d'agir dans ce domaine. L'observation de bons principes de gouvernement par les pays bénéficiaires doit constituer un critère de l'attribution des ressources d'aide.

Pour l'Europe de l'Est, les pays baltes et l'Union soviétique, le principal défi sera de gérer la transition d'une économie planifiée à une économie de marché. Les services publics, notamment l'éducation et la santé, doivent, durant la période d'ajustement, demeurer prioritaires. La mise à jour du cadre institutionnel - droit, comptabilité, finance - nécessite une aide technique considérable. La déréglementation, la privatisation et la libéralisation permettront à l'industrie, au fil du temps, d'appliquer des normes environnementales acceptables. Outre l'aide technique, il faudra injecter des capitaux considérables, sous la forme d'investissements productifs, et il faudra aussi adopter des mesures à court terme, telles une aide au titre de la balance des paiements, un allègement de la dette et programmes de stabilisation, une aide alimentaire et humanitaire.

Le bon gouvernement

- Respect des droits de l'homme;
- Développement démocratique;
- Probité dans les affaires publiques;
- Priorité aux programmes sociaux de base;
- Diminution de la pauvreté;
- Budget de défense acceptable;
- Economie de marché.

OBJECTIFS: **Instaurer la démocratie et le respect des droits de l'homme**

- Veiller au respect des droits de l'homme, de la règle de droit et des grands principes démocratiques;
- Encourager l'adoption de bons principes de gouvernement et de saines politiques économiques dans les pays visés;
- Poursuivre l'engagement envers des politiques de réduction de la pauvreté;
- Maintenir notre engagement à l'égard de l'aide humanitaire